

stand zu ändern und eine grundsätzlich auf Lebenszeit eingegangene Gemeinschaft aufzuheben, schon im Interesse des Klägers selber nur dann beachtet werden, wenn dieser die volle Urteilsfähigkeit im Sinne von Art. 16 ZGB besitzt.

4. — Aus der Feststellung des Experten, dass der Kläger in der Lage sei, die Bedeutung der Scheidung einer Ehe (also die Bedeutung der Ehescheidung im allgemeinen) zu erkennen und zu beurteilen, ergibt sich entgegen der Auffassung der Vorinstanz noch keineswegs, dass er die zur Führung des vorliegenden Prozesses nötige Urteilsfähigkeit besitze und daher in dieser Beziehung trotz seiner Entmündigung prozessfähig sei. Hiezu wäre vielmehr erforderlich, dass er imstande wäre, über die Frage der Scheidung seiner eigenen Ehe, insbesondere auch über das Vorhandensein von Tatsachen, die sie zu rechtfertigen vermögen, ein vernünftiges Urteil zu bilden und entsprechend dieser Einsicht zu handeln. Diese Fähigkeit geht ihm nach dem vorliegenden Gutachten (das entgegen der Darstellung der Vorinstanz nicht sagt, dem Kläger sei die Prozessfähigkeit zuzuerkennen) unzweifelhaft ab. Wenn der Experte feststellt, dass die Gründe, aus denen der Kläger die Scheidung verlangt, wahnhafter Art seien, so heisst das nichts anderes, als dass er eben infolge seiner Geisteskrankheit sich von seiner eigenen Ehe kein richtiges Bild machen und nicht vernünftig darüber zu urteilen vermag, ob Gründe für eine Scheidung vorhanden seien oder nicht. Ausführungen, die die Vorinstanz in anderm Zusammenhang gemacht hat, lassen deutlich erkennen, dass sie das Gutachten auch insoweit für schlüssig hält, als es die Vorstellungen des Klägers über das Verhalten der Beklagten, die ihn zur Scheidungsklage bestimmten, als wahnhaft bezeichnet. Die Vorinstanz hat sich also die Schlussfolgerungen des Experten auch in diesem Punkte zu eigen gemacht. Wenn sie die Zeugen nicht verhört hat, die der Kläger angerufen hatte, um nachzuweisen, dass seine Beschuldigungen gegen die Beklagte nicht auf Wahn-

ideen, sondern auf Tatsachen beruhen, so ohne Zweifel deswegen, weil sie annahm, dass die Aussagen dieser Zeugen an den aus den übrigen Akten sich ergebenden Schlüssen nichts ändern könnten. Darin liegt eine vorweggenommene Beweiswürdigung, gegen die von Bundesrechts wegen nichts einzuwenden ist (vgl. BGE 77 II 223). Dem Antrag auf Rückweisung zur Einvernahme jener Zeugen ist daher nicht stattzugeben. Vielmehr ist als verbindlich festgestellt zu betrachten, dass dem Scheidungsbegehren des Klägers Wahnideen zugrunde liegen. Deswegen ist nach dem Gesagten seine Prozessfähigkeit zu verneinen.

*Demnach erkennt das Bundesgericht :*

Die Berufung wird gutgeheissen, das Urteil des Obergerichtes des Kantons Zürich vom 13. Februar 1952 aufgehoben und auf die Klage nicht eingetreten.

**19. Extrait de l'arrêt de la II<sup>e</sup> Cour civile du 27 juin 1952 dans la cause Dame Gerbex contre Crausaz.**

*Indemnité selon l'art. 151 al. 1 et pension alimentaire selon l'art. 152 CC.*

L'époux qui estime avoir droit à une pension alimentaire ou à une rente destinée à compenser la perte du droit qu'il avait à être entretenu par son conjoint doit, sinon citer la disposition légale sur laquelle il fonde sa prétention, du moins articuler les faits qui permettent de savoir à quel titre il la fait valoir.

*Art. 55 lettre b in fine OJ.*

S'il s'est borné devant la dernière juridiction cantonale à réclamer une pension en vertu de l'art. 152 CC, sans alléguer de faits permettant d'admettre que cette pension serait éventuellement due en vertu de l'art. 152 CC, il n'est pas recevable à invoquer cette dernière disposition dans son recours au Tribunal fédéral.

*Entschädigung nach Art. 151<sup>1</sup> und Bedürftigkeitsrente nach Art. 152 ZGB.*

Hält sich ein Ehegatte für berechtigt, bei der Scheidung eine Rente wegen Bedürftigkeit oder als Ersatz für den Anspruch auf Unterhaltsgewährung durch den andern Ehegatten zu verlangen, so hat er, wenn nicht die Gesetzesnorm, auf die er den Rentenanspruch stützen will, so doch wenigstens die Tatsachen anzuführen, die den Rechtsgrund des Anspruchs erkennen lassen.

*Art. 55 litt. b am Ende OG.*

Hat er sich in letzter kantonalen Instanz darauf beschränkt, eine Rente nach Art. 152 ZGB zu verlangen, ohne Tatsachen vorzubringen, die es ermöglicht hätten, den Rentenanspruch allenfalls nach Art. 151 ZGB zuzusprechen, so kann er die letztere Bestimmung in der Berufung an das Bundesgericht nicht mehr anrufen.

*Indennità secondo l'art. 151 cp. 1 e pensione alimentare secondo l'art. 152 CC.*

Il coniuge che ritiene di aver diritto ad una pensione alimentare o ad una rendita destinata a compensare la perdita del diritto al mantenimento da parte dell'alt o coniuge deve, se non citare il disposto legale sul quale basa la sua pretesa, formulare almeno i fatti che consentano di sapere a quale titolo egli la fonda.

*Art. 55 lett. b in fine OG.*

Se si è limitato, davanti all'ultima giurisdizione cantonale, a chiedere una pensione in virtù dell'art. 152 CC, senz'allegare dei fatti che permettano di ritenere che questa pensione è dovuta eventualmente in virtù dell'art. 152 CC, non può più invocare questo articolo nel ricorso per riforma al Tribunale federale.

*Résumé des faits :*

Dame Crausaz née Gerbex a introduit une action en séparation de corps en demandant au tribunal de condamner son mari à lui payer une pension de 150 fr. pour son entretien. Le défendeur a conclu au rejet de la demande et formé une demande reconventionnelle en divorce. Le Tribunal de première instance de Genève a prononcé le divorce en vertu de l'art. 142 CC et condamné le défendeur à payer à la demanderesse « en application de l'art. 152 CC » par mois et d'avance la somme de 75 francs.

Crausaz a appelé de ce jugement en reprenant ses conclusions. Dame Crausaz a conclu au rejet de l'appel et « en conséquence » à la confirmation du jugement.

Par arrêt du 18 mai 1952, la Cour de justice civile de Genève a confirmé le jugement de première instance sauf en ce qui concerne la pension alimentaire qu'elle a refusée, estimant que dame Crausaz n'avait pas démontré à satisfaction de droit qu'elle était exposée à tomber dans le dénuement par suite du divorce.

Dame Crausaz (*alias* Gerbex) a recouru en réforme en concluant à ce que son ex-mari soit condamné à lui payer

par mois et d'avance la somme de 75 fr. à titre de contribution à son entretien.

Crausaz a conclu au rejet du recours et à la confirmation de l'arrêt de la Cour de justice.

Le Tribunal fédéral a admis le recours en ce sens qu'il a annulé l'arrêt cantonal et renvoyé la cause devant la Cour de justice pour qu'elle statue à nouveau sur la demande de pension au regard de l'art. 152 CC.

*Extrait des motifs :*

La recourante se plaint que la Cour de justice lui ait refusé la pension de 75 fr. que lui avait allouée le Tribunal de première instance. Elle soutient que cette pension lui est due soit en vertu de l'art. 151 al. 1, soit en vertu de l'art. 152 CC. S'il est exact que « l'équitable indemnité » dont parle l'art. 151 al. 1 CC peut être allouée sous forme de rente ou de pension et que l'application de cette disposition peut être même éventuellement combinée avec celle de l'art. 152, cela ne signifie pas toutefois qu'on puisse dans n'importe quelle situation invoquer ou appliquer indifféremment l'une ou l'autre. En effet, les droits qu'elles confèrent se distinguent non seulement par les conditions qui président à leur naissance, mais aussi par leurs effets. Tandis que la pension alimentaire de l'art. 152 CC ne peut être allouée qu'à l'époux innocent « qui tomberait dans le dénuement par suite de la dissolution du mariage » et peut être réclamée même à un conjoint innocent, « l'indemnité » (ou la rente) de l'art. 151 al. 1 n'est pas subordonnée à cette condition ; elle est destinée, comme le nom l'indique d'ailleurs, à compenser les « intérêts pécuniaires » dont un époux se voit privé par suite du divorce, et ne peut être par conséquent réclamée qu'à l'époux « coupable ». D'autre part, tandis que la pension allouée en vertu de l'art. 152 peut être supprimée ou réduite en tout temps à la demande du débiteur, si l'ayant droit n'est plus dans le dénuement ou si la gêne dans laquelle il se trouvait a sensiblement diminué ou si la pension n'est plus en rapport avec les

facultés du débiteur, la rente accordée en vertu de l'art. 151 al. 1 n'est réductible que dans la mesure où elle a été allouée en vue d'assurer l'entretien du bénéficiaire et dans l'hypothèse seulement où elle ne correspondrait plus aux facultés du débiteur (RO 71 II 7 et suiv.). L'époux qui estime avoir droit à une pension alimentaire ou à une rente destinée à compenser la perte du droit qu'il avait à être entretenu par son conjoint doit donc, sinon citer la disposition légale sur laquelle il fonde sa prétention, du moins articuler les faits qui permettent de savoir à quel titre il la fait valoir. Or, en l'espèce, il est constant que devant la Cour de justice la recourante s'est contentée de demander la confirmation du jugement de première instance, lequel précisait dans son dispositif que la pension qui lui était allouée lui était accordée en vertu de l'art. 152 CC. Elle n'invoquait du reste que le fait que la dissolution du mariage la ferait tomber dans le dénuement, sans faire la moindre allusion à la situation matérielle que lui assurait le mariage ou aux avantages qu'elle en retirait, ce qui eût été cependant nécessaire pour permettre d'apprécier le bien-fondé d'une demande formée en vertu de l'art. 151 al. 1 CC. C'est dans son recours au Tribunal fédéral qu'elle s'est pour la première fois prévalu de la jurisprudence selon laquelle l'obligation qui incombe au mari d'entretenir sa femme est un des « intérêts pécuniaires » dont la perte est susceptible de justifier l'allocation d'une pension en vertu de l'art. 151 al. 1 CC. En tant que fondée sur cette disposition, la demande de pension se caractérise donc comme un chef de conclusions nouveau, irrecevable en vertu de l'art. 55 lettre b *in fine* de la loi d'organisation judiciaire. La seule question qui se pose actuellement est donc celle de savoir si la recourante est fondée à réclamer une pension en vertu de l'art. 152 CC.

20. Urteil der II. Zivilabteilung vom 13. März 1952  
i. S. M. gegen G.

*Vaterschaftsklage.* Unter welchen Voraussetzungen können medizinische Feststellungen über den *Reifegrad* des Kindes und die daraus zu erschiessende *Schwangerschaftsdauer* die Vermutung gemäss Art. 314 Abs. 1 ZGB zerstören bzw. die durch Mehrverkehr begründeten Zweifel im Sinne von Art. 314 Abs. 2 ZGB beseitigen? Bedeutung der *Tabellen von Labhardt*.

*Action en paternité.* A quelles conditions des constatations d'ordre médical sur le *degré de maturité* de l'enfant et les conclusions qu'on peut en tirer au sujet de la *durée de la grossesse* peuvent-elles détruire la présomption instituée par l'art. 314 al. 1 CC ou dissiper les doutes sérieux qui, selon l'art. 314 al. 2 CC, résultent du fait que la mère a eu des rapports sexuels avec plusieurs individus? *Importance des tables de Labhardt*.

*Azione di paternità.* A quali condizioni accertamenti di carattere medico sul *grado di maturanza* dell'infante e le conclusioni che se ne possono trarre circa la *durata della gravidanza* possono distrurre la presunzione stabilita dall'art. 314 cp. 1 CC o dissipare i seri dubbi che, giusta l'art. 314 cp. 2 CC, risultano dal fatto che la madre ha avuto relazioni sessuali con più individui? *Importanza delle tabelle di Labhardt*.

Der Mutter der am 12. Mai 1950 geborenen Klägerin hatten während der kritischen Zeit (16. Juli bis 13. November 1949) zwei Männer beigewohnt: am 11. August 1949 M., am 24. und 25. September 1949 K. Das Obergericht des Kantons Aargau hat die Vaterschaftsklage gegen M. mit Urteil vom 26. Oktober 1951 gutgeheissen auf Grund der Annahme, aus dem Gutachten von Dr. W. über den Zeitpunkt der Empfängnis ergebe sich, dass eine Zeugung des Kindes am 24. September 1949 oder später nur eine Wahrscheinlichkeit von 0,9 % für sich habe und daher mit an Sicherheit grenzender Wahrscheinlichkeit auszuschliessen sei.

Mit seiner Berufung an das Bundesgericht beantragt der Beklagte wie im kantonalen Verfahren Abweisung der Klage.

*Das Bundesgericht zieht in Erwägung:*

Nach Art. 314 Abs. 1 ZGB begründet jeder in die kritische Zeit fallende Geschlechtsverkehr der Mutter mit